



PRÉFECTURE D'EURE-ET-LOIR

Direction de la
Réglementation et des
Libertés Publiques

Bureau de la Réglementation
Générale et des élections

Affaire suivie par :

MME GASMI

Tél. : 02 37 27 70 58

Copie PT } 1.27/03/2000
Mme

21 MARS 2000

n° 304

ARRETE PORTANT AUTORISATION D'UTILISER DES EXPLOSIFS DES RECEPTION

LE PREFET D'EURE-ET-LOIR
Chevalier de la légion d'Honneur,

VU la loi n° 70.575 du 3 juillet 1970 portant réforme du régime des poudres et substances explosives ;

VU la loi n° 79-519 du 2 juillet 1979 réprimant le défaut de déclaration de disparition de produits explosifs ;

Vu le décret n° 80-1022 du 15 décembre 1980, pris pour l'application de la loi n° 79-519 du 2 juillet 1979 susvisée ;

VU le décret n° 81.972 du 21 octobre 1981 relatif au marquage, à l'acquisition, à la livraison, à la détention, au transport et à l'emploi des produits explosifs ;

VU le décret n° 92-1164 du 22 octobre 1992 complétant le règlement général des industries extractives institué par décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié ;

VU l'arrêté interministériel du 3 mars 1982 relatif à l'acquisition des produits explosifs ;

VU l'arrêté interministériel du 3 mars 1982 relatif au contrôle de l'emploi des produits explosifs en vue d'éviter qu'ils ne soient détournés de leur utilisation normale ;

VU l'arrêté interministériel du 3 mars 1982 relatif au contrôle de la circulation des produits explosifs ;

VU l'arrêté interministériel du 3 mars 1982 relatif au marquage et à l'identification des produits explosifs ;

VU la demande en date du 3 février 2000 et jugée recevable le 4 mars 2000, présentée par M. Bernard de WATRIGANT, Président Directeur Général de la Société LES CALCAIRES DE BEAUCE, en vue d'obtenir le renouvellement de l'autorisation d'utiliser des explosifs dès réception dans la carrière de matériaux de calcaires située sur le territoire de la commune de BEAUVILLIERS ;

16	
17	
18	
19	
20	
21	
22	
23	
24	
25	
26	
27	
28	
29	
30	

VU les arrêtés préfectoraux n° 1993 du 5 juillet 1982, n° 376 du 17 février 1994 et n° 2265 du 26 novembre 1997 accordant l'autorisation à la Société LES CALCAIRES DE BEAUCE d'exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaires de Beauce sur le territoire de la commune de BEAUVILLIERS aux lieux-dits "La Sablonnière", "Le Bois des Placés" et "La Folie" ;

VU l'avis de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement en date du 4 mars 2000 ;

SUR la proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture d'EURE-ET-LOIR ;

A R R E T E

ARTICLE 1er : La Société LES CALCAIRES DE BEAUCE dont le siège social est situé CD 17, à BEAUVILLIERS - 28150 VOVES, est autorisée à utiliser des explosifs dès réception pour l'abattage de calcaire dans l'emprise de la carrière qu'elle exploite sur le territoire de la commune de BEAUVILLIERS aux lieux-dits "La Sablonnière", "Le Bois des Placés" et "La Folie", sous les conditions énoncées aux articles suivants.

ARTICLE 2 : La présente autorisation est valable pour une durée de **CINQ ANS** à compter de la date de notification du présent arrêté.

Elle peut être retirée à tout moment sans mise en demeure, ni préavis, en application de l'article 12 du décret n° 81-972 du 21 octobre 1981.

ARTICLE 3 : La personne physique responsable de l'utilisation des produits explosifs au titre de la présente autorisation est

- * Employés de la société LES CALCAIRES de BEAUCE :
 - M. Norbert COUTURIER domicilié 47 avenue du Général de Gaulle à TOURY (28390)
- * Employés de la société MORILLON-CORVOL :
 - M. Alain PERRICHON domicilié lieu-dit "Bel Air" à MOREE (41160) ou
 - M. Guy POULLIN domicilié 1 Chemin Gués à PEZOU (41100)
- * Employés de la société NITRO-BICKFORD :
 - M. Michel BOUGRIER domicilié 28 rue de la Vasselière à BLERE - 37150 ou,
 - M. Jean-Luc DEBOURG domicilié 10 allée de la Pointe à LA CROIX EN TOURAINE - 37150 ou,
 - M. Pascal BOUGRIER domicilié rue des Lilas à ATHEE SUR CHER - 37270

titulaires du Certificat de Préposé au Tir.

La présente autorisation est valable tant que ces personnes assumeront cette responsabilité. Toute nouvelle désignation impliquera qu'une nouvelle demande d'autorisation soit déposée.

ARTICLE 4 : La présente autorisation d'utiliser des produits explosifs dès réception vaut habilitation à l'emploi des explosifs des personnes désignées à l'article 3 du présent arrêté, si celles-ci assurent elles-mêmes la garde directe et permanente, la mise en oeuvre ou les tirs des explosifs.

Si ces personnes n'assurent pas elles-mêmes l'une de ces tâches, ou n'exerce pas de surveillance directe sur celle-ci, la ou les personnes qui en sont chargées doivent être habilitées à l'emploi des produits explosifs.

Le boute-feu, qui peut être la même personne désignée à l'article 3, doit être titulaire d'un certificat de préposé au tir et d'un permis de tir délivré par l'exploitant conformément à l'article 4 de l'annexe au décret n° 92-1164 du 22 octobre 1992 susvisé.

ARTICLE 5 : Les quantités maximales de produits explosifs que le bénéficiaire est autorisé à recevoir en une seule expédition sont fixées à :

- Explosifs : 1.200 kg de classe I ou V
- Détonateurs : 40 unités, soit 32 g environ de matières fulminantes.

La fréquence des livraisons prévues sera de deux à trois livraisons par semaine.
Les tirs seront effectués à heures fixes.

ARTICLE 6 : Le programme des opérations de tir sera adressé à l'Ingénieur subdivisionnaire de la DRIRE territorialement compétent, en précisant la date et l'heure des tirs, au moins sept jours avant leur exécution. Toute modification de programme lui sera immédiatement signalée. Une copie en sera adressée à M. le Maire de la commune de BEAUVILLIERS.

ARTICLE 7 : Le transport des produits explosifs jusqu'au lieu de réception sur le site de la carrière de BEAUVILLIERS, aux lieux-dits "La Sablonnière", "Le Bois des Placés" et "La Folie", sera assuré par le fournisseur.

Chaque transport donnera lieu à l'établissement d'un titre d'accompagnement et sera effectué au moyen de véhicules répondant aux prescriptions réglementaires.

ARTICLE 8 : La prise en charge des produits explosifs sur le site de la carrière sera faite par une personne habilitée à leur garde directe et permanente, à leur mise en oeuvre et à leur tir.

Le transport des produits explosifs depuis le lieu de réception jusqu'au lieu d'utilisation sera effectué au moyen de véhicules répondant aux prescriptions réglementaires.

ARTICLE 9 : Les produits explosifs devront être utilisés au cours de la période journalière d'activité correspondant à leur date de livraison.

Depuis leur prise en charge jusqu'à leur emploi effectif, y compris pendant leur stockage éventuel à proximité du chantier d'utilisation en attente d'emploi, la personne visée à l'article 3 ci-avant sera responsable des mesures à prendre pour garantir la sécurité, la bonne conservation des produits et leur protection contre le vol. Elle veillera notamment à ce qu'un gardiennage soit assuré en permanence par une personne habilitée à leur emploi.

ARTICLE 10 : Dans le cas où tous les produits explosifs livrés n'auraient pas été consommés dans la période journalière d'activité qui suit leur livraison, les produits non utilisés devront, au terme de ce délai, être repris par le fournisseur et réintégrer le dépôt aux mêmes conditions administratives qu'à l'aller.

Si, par suite de circonstances exceptionnelles, cet acheminement s'avère impossible, le responsable de l'utilisation des produits explosifs devra en aviser immédiatement les services de police ou de gendarmerie et prendre toutes mesures utiles pour assurer la protection des produits explosifs contre tout détournement. L'emploi, la destruction ou la mise en dépôt des produits ainsi conservés devra intervenir dans les trois jours qui suivent leur livraison.

ARTICLE 11 : Les produits explosifs devront être utilisés conformément aux conditions stipulées par la demande d'autorisation et ses annexes, tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

L'emploi de ces produits sera en outre subordonné au respect des dispositions fixées par le décret n° 92-1164 du 22 octobre 1992 susvisé.

La mise en oeuvre des produits explosifs ne devra se faire qu'en présence du personnel strictement réservé à cette opération.

ARTICLE 12 : Le bénéficiaire de la présente autorisation devra tenir un registre de réception et de consommation des produits explosifs, sur lequel seront précisés pour chaque livraison :

- les dates de livraison ;
- le ou les fournisseurs, l'origine des envois et leurs modalités ;
- les quantités reçues et l'usage auquel les explosifs sont destinés ;
- les renseignements utiles en matière d'identification des explosifs ;
- les modalités de conservation et de protection permanente entre le moment de la réception et celui de l'utilisation ;
- les quantités utilisées dans une même journée ;
- les mesures prévues pour assurer dans les délais convenables le transport et la conservation dans un dépôt des explosifs non utilisés, ou leur restitution au fournisseur avec l'accord de celui-ci.

Ce registre sera présenté à toute requête de l'autorité administrative. Il devra être conservé pendant cinq ans par le bénéficiaire de la présente autorisation.

ARTICLE 13 : Le bénéficiaire de la présente autorisation devra fournir à la personne physique responsable de l'utilisation des produits explosifs un avertissement délivré sous forme d'une reproduction intégrale de la loi du 2 Juillet 1979 et de son décret d'application n° 80-1022 du 15 décembre 1980 susvisés.

ARTICLE 14 : La perte, le vol et plus généralement la disparition, quelle qu'en soit la cause effective ou supposée, de produits explosifs doivent être déclarés le plus rapidement possible aux services de police ou de gendarmerie, et en tout cas dans les vingt-quatre heures qui suivent la constatation

ARTICLE 15 : La présente autorisation d'utiliser des explosifs dès réception ne permet pas à elle seule d'acquérir des produits explosifs.

Une autorisation d'acquisition, sous la forme d'un certificat d'acquisition, devra être sollicitée par le bénéficiaire auprès du Préfet.

ARTICLE 16 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture d'EURE-ET-LOIR, M. le Maire de BEAUVILLIERS, M. le Lieutenant-Colonel, Commandant le Groupement de Gendarmerie d'EURE ET LOIR, M. l'Ingénieur de l'Industrie et des Mines de la subdivision de LUCE, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera adressée à :

- M. Bernard de WATRIGANT - Les CALCAIRES DE BEAUCE - CD 17 - 28150 BEAUVILLIERS ;

- M. le Maire de BEAUVILLIERS,

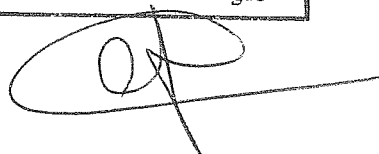
- M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement.

- M. le lieutenant-Colonel, commandant le groupement de gendarmerie d'Eure et Loir

Fait à CHARTRES, le 15 MARS 2000

POUR LE PREFET,
Le Secrétaire Général,

Pour Ampliation
L'Attaché de Préfecture délégué



Brigitte SIPERT

Evence RICHARD